

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Montréal  
Dossier : CM-2020-3044  
Dossier accréditation : AM-2000-3547

Montréal, le 14 juillet 2020

---

**DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît**

---

**Projet suivi communautaire**  
Employeur

et

**Syndicat des travailleuses et travailleurs de PSC – CSN**  
Association accréditée

---

## DÉCISION

---

**ATTENDU** qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (chapitre C-27), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

**ATTENDU** qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une entreprise qui n'est pas visée à l'article 111.0.16 ou d'une association accréditée de cette entreprise, ordonner à ceux-ci de maintenir des services essentiels en cas de grève, si la nature des activités de cette entreprise la rend

assimilable à un service public; l'entreprise est alors considérée comme un service public pour l'application du Code du travail;

**ATTENDU** que la nature des activités de l'entreprise, soit l'exploitation d'un organisme d'aide en santé mentale, la rend assimilable à un service public;

**ATTENDU** que l'association accréditée représente :  
« **Toutes les personnes salariées excluant la coordination.** »

De : **Projet suivi communautaire**  
1751, rue Richardson, bureau 6-108  
Montréal (Québec) H3K 4G6

Établissement visé :

1751, rue Richardson, bureau 6-108  
Montréal (Québec) H3K 4G6;

**ATTENDU** qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

**EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :**

**DÉCLARE** que l'entreprise doit être considérée comme un service public pour l'application du Code du travail;

**ORDONNE** à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

**SUSPEND** l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

M<sup>me</sup> Mélanie Charbonneau  
Pour l'employeur

M. Olivier Bourassa  
Pour l'association accréditée

DB/cp